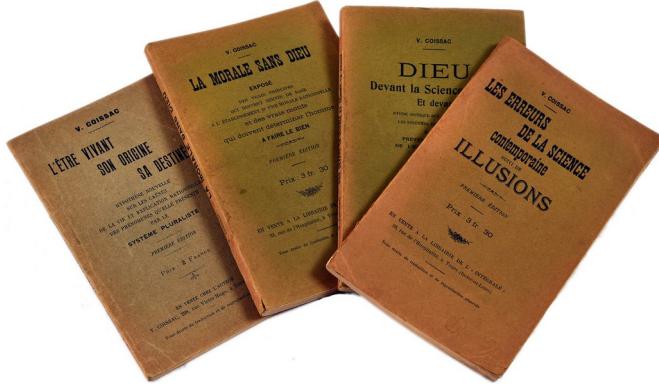


L'histoire de l'Université populaire de Tours, racontée par Charles Ballon

Édition par Daniel SCHWEITZ et Marie-Ange ADRAST



Ouvrages tourangeaux de Victor Coissac
(Bibliothèque municipale de Tours, 1913-1916)

Les Cahiers de l'Académie

Académie des sciences, arts et belles-lettres de Touraine
Tours 2025
ISSN2669-8820

Introduction

Il est toujours triste de voir disparaître une vieille société tourangelle, comme c'est le cas de l'Université populaire de Tours, qui vient d'être dissoute à l'occasion de son assemblée générale du 16 janvier 2025.

Le dernier bureau, composé d'André Dufour, président, de Marie-Ange Adrast, secrétaire, de Michelle Blandin, trésorière, de Michel Dorion, contrôleur des comptes, et les trente-sept membres à jour de leur cotisation, ont pu constater que leur association, tout juste centenaire, n'était plus en mesure de poursuivre son activité. En raison non seulement de la trop faible implication des sociétaires aux activités proposées et organisées par le bureau, mais surtout à cause d'une dynamique qui se révélait bien éloignée de l'enthousiasme des fondateurs et des aînés d'avant-guerre.

Cette dissolution, qui illustre un état de fait touchant malheureusement nombre d'associations culturelles, tient à de nombreux facteurs d'ordre social et culturel. Mais peut-être d'abord au fait que la société a considérablement changé depuis l'époque des Trente Glorieuses, au moment où, le niveau de vie s'élevant pour tous, elle se faisait moins solidaire. Le sens de l'engagement n'est plus le même, comme d'ailleurs les possibilités de s'informer et de se cultiver à titre individuel.

Lors de cette dernière assemblée générale, les membres de l'Université populaire de Tours ont évidemment regretté le temps où les adhérents de leur association se réunissaient chaque semaine pour commenter l'actualité, écouter des conférences le plus souvent données par d'éminents Tourangeaux, professeurs, médecins, avocats ou écrivains... Ils ont pris deux décisions qui rejoignent l'état d'esprit de leurs aînés. La trésorerie a été répartie pour deux tiers au profit des écoles de Mayotte, pour un tiers au profit de la Fédération des œuvres laïques, à Joué-lès-Tours. Ce dernier don a été assorti de la demande que l'une des salles de l'association porte le nom de Robert Vivier, fondateur et personnalité influente au sein de l'Université populaire.

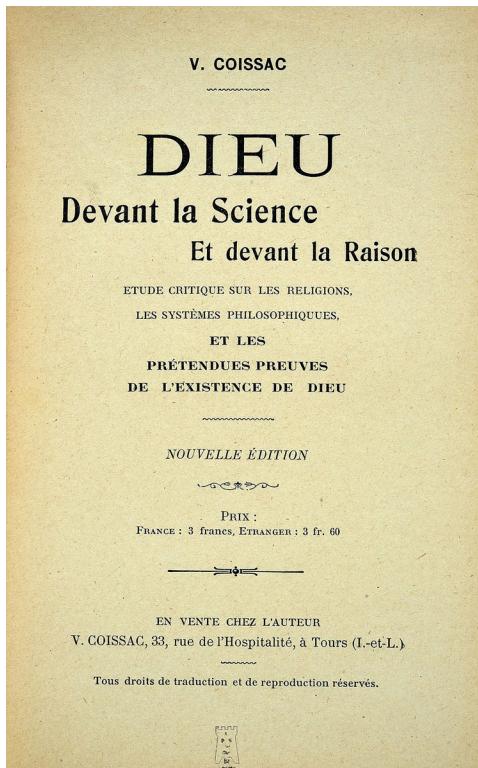
L'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Touraine, attachée à tout ce qui contribue à la diffusion des savoirs scientifiques et culturels, comme aux pratiques touchant à l'éducation populaire, ne pouvait que marquer sa tristesse au moment où disparaît l'Université populaire de Tours. Ne serait-ce qu'en souvenir de son fondateur, Émile Aron, qui signait dans les colonnes du Bulletin de cette association (publication mensuelle jusqu'en 1939). Elle a donc jugé que c'était l'occasion de publier un texte inédit de Charles Ballon (1891-1982), instituteur, syndicaliste et militant de la Ligue des Droits de l'Homme, sur l'histoire et les travaux de l'Université populaire de Tours, de 1924 à l'après-guerre. Ce texte rédigé en 1966 est accompagné de plusieurs annexes constituées de courtes biographies des principaux animateurs de cette association, dont on constate qu'ils sont aussi de grandes figures tourangelles du progrès social, avant et après la Seconde Guerre mondiale.

Histoire de l'Université populaire de Tours

par Charles BALLON

De l'Union à l'Université populaire

L'Union populaire, association créée en 1909 par **Victor Coissac**¹, après une ardente mais courte vie, avait disparu à la veille de la guerre de 1914². Ce n'est que dix ans plus tard qu'une nouvelle Université populaire devait voir le jour.



(Bibliothèque municipale de Tours : Rés. 17256)

En 1918, **Gaston Delavière**³, originaire de Senlis, arrivait à Tours, nommé comme employé à l'Hôpital Général. Chrétien convaincu, mais affranchi de toute religion dogmatique, il avait milité dans la Fédération socialiste de l'Oise. Comme l'écrit son contemporain Robert Tourly, « il confondait dans la même ferveur pacifisme et socialisme. Il était venu à l'un et à l'autre par la pratique de l'Évangile et il se trouvait à l'aise dans un milieu qui compte tant de libres penseurs... ». Gaston Delavière fut, à Tours, le secrétaire-fondateur du Syndicat des hospitaliers.

En 1922, un ouvrier du bâtiment, Paul Trouillier, demeurant à Boursonne, dans l'Oise,

1 Voir Annexe.

2 Voir *Amitiés laïques*, n° 32 du 4^e trimestre 1965.

3 Son nom patronymique était Petit, Delavière était son pseudonyme littéraire.

fonde une « revue d'essais littéraires et artistiques » rédigée par des ouvriers, à laquelle il donne le titre de *L'Outil et la Plume*. En 1923, elle compte parmi ses collaborateurs Eugène Bizeau, vigneron⁴, Georges David, horloger, Gaston Delavière, Émile Guillaumin et Philéas Lebesque, cultivateurs, Jules Mousseron, mineur.

La création de l'Université populaire

Cette même année 1923, Delavière crée à Tours le Groupe des Amis de *l'Outil et la Plume* qui, au départ, atteint vingt-cinq membres. Dans la revue est encarté un « supplément » : *L'Oasis* présenté comme *l'Organe littéraire des Écrivains ouvriers de la région de Tours*. On y lit des poésies de Victor Dupré (militant libertaire tourangeau depuis longtemps disparu), Delavière, Baudry et Gosson. En janvier 1924, le groupe tourangeau « fait appel à tous ceux que cette œuvre d'éducation intéresse pour qu'ils adhèrent comme membres honoraires ou comme membres actifs, le service gratuit de la revue leur étant assuré ». Quelques mois plus tard, le Groupe des Amis de *L'Outil et la Plume* devenait l'Université populaire de Tours.

En effet, le 30 novembre 1924, Gaston Delavière adresse au Préfet une lettre par laquelle il lui déclare « qu'une Société est établie à Tours sous le titre d'Université populaire à Tours, groupe des Amis de *L'Outil et la Plume* ». Le premier comité de direction, dont il donne la composition, comprend : **Gaston Delavière**, Henri Bouchereau, **Edmond Hypeau**, Suzanne Martin, employés, Charles Talisman, typographe et Charles Mathias, peintre en voitures⁵.

La Société, précise l'article 2 des statuts, se propose d'aider à « l'instruction supérieure du Peuple, c'est-à-dire développer en lui l'esprit critique au moyen de conférences, de soirées littéraires et artistiques, de lectures commentées et d'excursions. Elle a en outre pour but l'aide à apporter à la revue d'essais littéraires, artistiques et sociologiques *L'Outil et la Plume* rédigée par des ouvriers ».

L'Université populaire est pourvue (art. 5) d'un comité d'honneur formé de personnalités du monde scientifique, littéraire et artistique et d'un comité de direction, élu par l'assemblée comprenant : « 13 membres au minimum dont 7 syndiqués afin de laisser à l'Université son orientation nettement populaire ». Mais l'article spécifie que « les membres du comité d'honneur, les membres honoraires et les conférenciers ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les affaires intérieures du Groupe qui sont gérées par le comité de direction ». La cotisation mensuelle est de un franc et donne droit au service gratuit de la revue *L'Outil et la Plume*.

Il est prévu (art. 7) que les réunions auront lieu chaque semaine et qu'elles constitueront une tribune libre où les controverses seront permises, sur tous les sujets d'ordre scientifique, artistique, sociologique, littéraire, sportif, philosophique, sous la responsabilité des orateurs. L'association n'est inféodée à aucune organisation politique ou autre. Elle revendique sa pleine indépendance à l'égard des questions sociales à l'ordre du jour : « Celui qui essaierait par des manœuvres quelconques d'assujettir l'Université populaire à une autre organisation non similaire serait passible d'exclusion ».

Telle se présente, lors de sa création, l'Université populaire de Tours. La déclaration de constitution, enregistrée à la Préfecture sous le n° 534, est insérée dans le numéro du *Journal Officiel* du 5 décembre 1924.

⁴ Eugène Bizeau, vigneron, toujours hanté par le démon – ou l'ange – de la poésie, habite Véretz. C'est lui qui, très aimablement, nous a procuré toute la documentation sur l'Union populaire de Victor Coissac dont il faisait partie.

⁵ Charles Mathias était le père de M^{me} Carrère, directrice de l'École normale d'institutrices.

Des conférences, des cours et des visites

L'Université populaire, dont le siège social est 11 rue Jean Macé, au domicile de Gaston Delavière, se livre, dès sa naissance, à une intense activité. Au cours de l'hiver 1924, elle organise 34 conférences sur des sujets extrêmement divers. Qu'en juge !

3 sur l'art (Georges Pioch, Dr Chavaillon, Gatange), 4 sur la littérature (Louis Chollet, Dr Pignède, Dr Mignon), 6 sur l'histoire (Gilles Tatout, Marcadet, Dr Pignède, Dr Chavaillon), 3 sur la médecine (Dr Chevé, Dr Guillaume-Louis, Dr Rousseau), 8 sur les sciences (Dr Guillaume-Louis, Delavière, Villedieu, Breton, Dr Ménage), 1 sur la géographie (Dr Mignon), 4 sur l'enseignement (Gatange, Martin, Dr Mignon, Dr Chevé), 1 sur le féminisme (Doctoresse Pignède), 2 sur les questions sociales et économiques (Marcadet, Dr Guillaume-Louis), 1 sur l'histoire de la Touraine (Lesage), 1 sur le droit civil et administratif (Dubourg).

L'année suivante, 25 conférences sont organisées : 2 sur l'art, 5 littéraires, 1 sur l'enseignement, 1 sur le féminisme, 1 philosophique, 4 historiques, 5 scientifiques, 2 sur les questions sociales et économiques et 4 sur des sujets divers.

Parmi les conférenciers, on relève les noms des docteurs Guillaume-Louis, Chavaillon, Chevé, Belin, des professeurs Maugis, Vivier, Villedieu, Letellier, de l'avocat Richard, des instituteurs Gilles Tatout, Gaston Luce, Marcadet, de l'archiviste Delmas, du rabbin Sommer, de l'écrivain Pierre Hamp, de MM. Louis Chollet, Camille Aron, tous, à une exception près, des Tourangeaux.

Mais, de plus, l'Université populaire crée des cours réguliers : *Sciences*, par M. Letellier, *Histoire des religions*, par M. Lesage, *Histoire de l'art*, par le Dr Chavaillon, *Anglais* par M^e Richard, *Littérature*, par M. Gas, *Histoire de la Touraine*, par Jacques-Marie Rougé.

Cette prodigieuse activité, dont l'animation incombe principalement à Gaston Delavière, agrave son état de santé déjà déficient. En 1929, il se voit contraint d'abandonner la présidence de l'Association à laquelle il a montré tant de dévouement. C'est **Edmond Hypeau**⁶, un des six fondateurs de 1924, qui lui succède. Comme la revue *L'Outil et la Plume* a dû disparaître, les statuts de l'Université populaire sont modifiés : le comité de direction est porté à 30 membres, le siège social transféré à l'Hôtel Torterue.

Pendant l'hiver 1931-1932, on relève 11 conférences : Loches (Jacques-Marie Rougé), l'Ecole Unique (de Monzie), Le peintre Constantin Meunier (Lavollée), Emile Zola (Georges Pioch), Les régimes alimentaires (Dr Bondouy), Jaurès (Camille Aron), Syndicalisme (Berthelot), Bérenger (Albert Lion), Les loisirs (Nerdeux), Comment se fait un journal (Gay), La femme citoyenne (Pierre Chautemps).

En outre, trois visites sont effectuées (Usine à gaz, Centre d'appareillage, Usine d'incinération des ordures ménagères). Une Fête de l'Enfance est organisée par l'Université populaire le 20 décembre à l'Hôtel de Ville. Tous les jeudis a lieu un cours de coupe qui sera terminé par une exposition de travaux les 2 et 3 avril. La bibliothèque accueille de nombreux lecteurs.

A la mort d'Edmond Hypeau, en octobre 1931, **Paul Racault**⁷ est porté à la présidence et poursuit activement l'œuvre de ses prédécesseurs. En janvier 1932, il réussit à faire paraître le premier numéro du *Bulletin de l'Université populaire*, publication mensuelle qui paraîtra jusqu'en 1939. On trouve dans ce bulletin des articles portant les signatures de Robert Vivier, Gaston Delavière, Genévrier, Anatole France, Jean Jaurès, Beaujeannot, Marie-Anne Carroi, Panel, Hascoët, Trioux, Victor Basch, Albert Bayet, M^{me} Gaillard, Félicien Challaye, Neau, Berthélemy, Dr Émile Aron, Laurent, Jean Richard Bloch, Francis Delaisi...

6 Voir Annexe.

7 Voir Annexe.

Les conférences se succèdent régulièrement. À noter deux très importantes manifestations artistiques organisées au théâtre municipal : l'une, le 25 mai 1935, en l'honneur de Victor Hugo ; la seconde, le 23 mai 1936 à l'occasion du centenaire de Saint-Saëns.

Mais ce que les Tourangeaux apprécient particulièrement, c'est la conférence-controverse. Qui ne se souvient de ce débat contradictoire du 26 février 1934 entre l'abbé Viollet et le libre-penseur Georges Pioch sur la recherche du bonheur, controverse qui emplissait l'imposante nef de Trianon-Park⁸ d'un public passionné certes, mais toujours respectueux de la liberté de parole des orateurs, quelle que fût l'opinion exprimée.

L'Université populaire organise également des excursions et voyages culturels : les bords de la Creuse, les Alpes mancelles, la Normandie, le Mont-Saint-Michel, les Vosges, le Massif Central, les Alpes, la Belgique et même Londres seront successivement visités. Chaque année, un arbre de Noël rassemble les enfants dans l'ancienne salle du Manège ou à l'Hôtel de Ville.

Face aux idées qui menacent la démocratie

Mais voici que l'horizon international se charge de nuages très sombres. Le fascisme s'est installé en Italie et Hitler prend le pouvoir à Berlin. En France même, des ligues factieuses s'agitent. À la faveur d'un scandale politico-financier, l'Affaire Stavisky, le 6 février 1934, elles montent à l'assaut de la chambre des députés pour jeter bas le régime démocratique et lui substituer un pouvoir autoritaire digne, si l'on peut dire, du fascisme et de l'hitlérisme qui ont séduit nos voisins. Les libertés publiques sont terriblement menacées. Les Républicains, soudain conscients de l'imminence et de la gravité du péril, suspendent leurs polémiques. Ils se tournent les uns vers les autres et constituent des comités de vigilance antifascistes pour défendre la démocratie menacée de mort.

L'Université populaire n'hésite pas : elle donne immédiatement son adhésion au comité de vigilance formé à Tours. Le comité de direction tient à publier les raisons profondes de cette décision. Il s'en explique dans le numéro de novembre 1934 du *Bulletin de l'Université populaire* :

Nous tenons à prendre l'entièr responsabilité de l'adhésion que nous avons spontanément accordée aux groupements qui ont organisé, à la suite de l'émeute fasciste du 6 février, les manifestations.

Il est parfaitement entendu que l'Université populaire ne saurait s'inféoder à aucun parti politique, à aucun groupement philosophique, mais les événements de février dépassent le cadre de la politique et mettent en cause la démocratie elle-même. Or, que serait l'éducation populaire sans la démocratie ? Avec le fascisme qu'on tente de nous imposer, que deviendraient la controverse, la discussion ? Pour répondre à cette question, il suffit de jeter un coup d'œil sur ce qui se passe dans la patrie de Dante et dans celle de Goethe.

Le triomphe du fascisme, ce serait la presse non officielle bâillonnée, la suppression de nos libertés les plus chères, ce serait l'oppression sous toutes ses formes, et, pour beaucoup, les camps de concentration, avec tout ce qu'ils comportent d'horreurs ! Devant une telle menace, peut-on observer une neutralité complice ? Non ! L'Université populaire, fière de son origine populaire, ne saurait se désintéresser de la cause du Peuple. C'est à la démocratie qu'elle doit la liberté de vivre et de se développer. En défendant la démocratie, elle se défend elle-même.

Et, pour collaborer plus activement à cette défense de la démocratie, l'Université populaire entre dans la bataille avec son arme habituelle : l'information objective au service de la vérité

⁸ Trianon Park, détruit au cours de la dernière guerre, était situé 57, avenue de Grammont. Le titre complet de la conférence-débat était : *La recherche du bonheur. Le plaisir et la Joie. Dans la foi ? Ou dans l'incroyance ?*

et de la raison.

Le 8 février 1934, déjà, M^{me} Ferran, dans la salle Balzac, au retour d'un séjour en Allemagne, donne ses impressions sous le titre : « Sous l'emblème de la Croix gammée »⁹.

Le 24 mars 1934, sous la présidence de Ferdinand Morin, député-maire de Tours, un débat contradictoire se déroule salle du Manège. « Fascismes » en est le titre. Débat qui met aux prises Antonio Coen, avocat à la Cour d'Appel de Paris et Philippe de Zara, secrétaire général du Comité France-Italie.

Le 24 novembre, salle des mariages, Armand Charpentier, homme de lettres, fait revivre les luttes des Républicains au cours de l'affaire Dreyfus.

Dans son Bulletin de décembre, l'Université populaire publie l'admirable discours prononcé par Victor Basch, président de la Ligue des Droits de l'Homme, à la Fête Civique de la Jeunesse organisée à Lyon le 28 mai 1934, sous la présidence d'Edouard Herriot. Victor Basch¹⁰ rappelle à ses jeunes auditeurs que les libertés publiques et l'égalité dont jouissent les Français ont été la conquête d'un long et douloureux effort de l'esprit humain et que leur devoir est d'en assurer la défense.

Le 13 novembre 1935, au théâtre municipal, Théo Bretin, ancien député SFIO, Jean Zay, député radical-socialiste, et un délégué du parti communiste, traitent le sujet : « Vers une Vie nouvelle : Le Front populaire ».

Ainsi, l'Université populaire, selon ses méthodes propres et dans la mesure de ses moyens, contribue-t-elle au rassemblement des forces démocratiques qui permettra à la France de demeurer dans le camp de la liberté.

Une université populaire tolérée par Vichy

La guerre de 1940 arrête net l'activité de l'Université populaire. Seul le service de la bibliothèque continue à fonctionner. Encore faut-il, en raison de l'occupation allemande, procéder rapidement à l'élimination des livres jugés dangereux.

Mais un péril nouveau menace l'existence même de l'Université populaire. Une loi du 20 octobre 1940 – loi décidée par le seul maréchal Pétain, « Chef de l'État français » – a créé une Association nationale des Œuvres scolaires et post-scolaires de l'Enseignement public, fédération à laquelle toutes les associations doivent adhérer, leur admission étant prononcée par un arrêté du secrétaire d'État à l'instruction publique et à la jeunesse. En cas de refus d'admission ou de non demande d'affiliation, l'association est dissoute et ses biens attribués à l'association nationale.

Pour sauvegarder son existence, le 17 janvier 1941, l'Université populaire sollicite son affiliation à la fédération vichyssoise. Paul Racault joint à cette demande une copie des statuts, copie dont il serait très osé de garantir la conformité à ceux qui sommeillent dans les dossiers de la Préfecture. À l'article 2, la référence au développement de l'esprit critique du peuple a totalement disparu, ainsi qu'à l'article 7, l'obligation pour le comité de direction, d'avoir une majorité relevant d'organisations professionnelles ouvrières « afin de garantir à l'Université son orientation nettement populaire ». Enfin, à l'article 11, si l'Université populaire revendique toujours sa pleine indépendance, elle « oublie » le membre de phrase « à l'égard des questions sociales à l'ordre du jour ».

Ainsi présentée, l'Université populaire dut apparaître au gouvernement de Vichy comme une organisation non « subversive » pour l'esprit public puisque, le 18 juin 1942, le « ministre

9 Cette causerie succédait à une conférence faite huit jours plus tôt par le Dr Émile Aron sur le sujet : « De Darwin à Hitler : l'idéal démocratique devant les problèmes de l'hérédité ».

10 Victor Basch et sa femme furent assassinés par des miliciens français dans la banlieue de Lyon au cours de l'occupation nazie.

secrétaire d'État à l'éducation nationale » arrête que l'Université populaire de Tours est affiliée à la « Fédération des Œuvres de l'enseignement public ». Elle est sauvée et conserve ainsi, avec son existence, ses biens et son siège social.

En effet, quelques semaines plus tôt, le 17 avril 1942, le gouvernement de Vichy a prononcé la dissolution de la Ligue de l'enseignement, dont la Fédération des œuvres laïques est la filiale départementale. Le 23 juillet, le ministre secrétaire d'État à l'éducation nationale dissout par arrêté la Fédération des œuvres laïques d'Indre-et-Loire, décision notifiée par arrêté préfectoral du 31 août. Mais, comme l'Université populaire – qui continue à vivre – a son siège social 78 rue nationale, dans l'immeuble de la Fédération des œuvres laïques, et comme elle peut percevoir des cotisations, la FOL, quoique légalement inexistante, poursuivra sa vie clandestine jusqu'à la Libération.

Une difficile reprise des activités après 1945

L'Allemagne écrasée et Vichy volatilisé, l'Université populaire reprend progressivement ses activités. Le 12 janvier 1945, le comité de direction élu avant la guerre se réunit. Une conférence de Maurice Schumann – un Maurice Schumann que la radio de Londres a rendu célèbre – est organisée au théâtre municipal. Quelques semaines plus tard, c'est son camarade Jean Marin qui parle aux Tourangeaux. L'Université populaire accorde en outre son patronage à des réunions où se font entendre Pierre Bourdan, Jean Oberlé, de Lattre de Tassigny.

Mais elle a d'énormes difficultés à reprendre sa vie d'avant 1940. Paul Racault disparaît en 1956. Pendant de longues années, c'est autour de la bibliothèque que s'est réduite l'action culturelle de l'Université populaire.

Après des réunions préparatoires, une assemblée générale est tenue le jeudi 12 décembre 1957. Charles Talisman, un des fondateurs de 1924, y participe. Après un rappel de l'activité passée, un comité de direction provisoire, sous la présidence de Jules Gilbert est élu avec mission de préparer le retour à la vie normale de l'association. Un an plus tard, de nouveaux statuts sont adoptés, un comité de direction définitif élu. L'Université populaire de Tours peut ainsi reprendre ses activités passées, mais dans un monde que la radio et bientôt la télévision modifient profondément sur le plan culturel.

En 1966, présidée par le D^r B. Genty, qui a succédé au professeur **Paul Ar douin**¹¹, l'Université populaire reste fidèle à ses origines : elle poursuit son œuvre dans l'esprit d'indépendance et de liberté que ses fondateurs lui avaient assigné et qui est le seul qui convienne à une organisation démocratique.

11 Voir Annexe.

Annexe¹²

Les quatre présidents de l’Université populaire dont la vie et l’œuvre sont évoquées ci-après : Gaston Delavière, Paul Racault, Edmond Hypeau et Charles Ballon, présentent de fortes similitudes quant à leur origine sociale, leurs prises de position idéologiques, leurs activités éducatives, culturelles et sociales. Ceci peut expliquer la présence de ces hommes à la tête d’une université populaire, dans un contexte sociétal plus favorable à son existence et au développement de ses activités particulièrement.

Sur le plan biographique, on constate qu’ils tous sont issus de milieux populaires, impliqués dans l’activité syndicale et mutualiste, comme dans le militantisme au sein du parti socialiste ou communiste, ce qui peut en faire des résistants sous le régime de Vichy. Leur principale préoccupation, outre la défense des intérêts matériels de leur profession et de leur classe sociale, est de promouvoir l’éducation populaire et l’épanouissement de chacun par le savoir et la culture.

Victor Coissac

Victor Coissac, instituteur socialiste, à l’initiative d’une importante expérience communautaire dans l’entre-deux-guerres, passionné d’astronomie et « pionnier » de l’astronautique, est une figure méconnue de l’histoire politique de la Touraine, malgré un ouvrage assez récent consacré à son œuvre¹³.

Né en 1867, Victor Coissac grandit à Tulle (Corrèze) dans une famille catholique très pratiquante. Son père, maître-tailleur, l’envoya à Paris à l’âge de quatorze ans, afin d’y suivre un apprentissage de tailleur. Une fois dans la capitale, Coissac sembla préférer à cet apprentissage les cours pour adultes organisés par l’association Polytechnique. Il obtint le brevet élémentaire, puis le brevet supérieur, probablement après un passage par l’école normale. Il devint instituteur et s’installa à Tours en 1889, pour y exercer ce métier jusqu’à sa retraite en 1922.

Éloigné du milieu rural et catholique dans lequel il avait grandi, Coissac acquit des convictions anticléricales et antireligieuses. Il fréquenta les milieux socialistes et adhéra à la SFIO en 1905. Son principal engagement fut désormais la lutte pour l’émancipation du peuple en sortant ce dernier de l’ignorance.

Loin de se contenter, le jour, de l’éducation des enfants du peuple, il s’investit également, le soir et les week-ends, dans l’université populaire locale à partir de 1909 : *L’Union populaire*. À la fois trésorier de l’association et responsable de la publication de son bulletin, il prit en charge la rédaction. Il participa également de manière active aux différentes conférences qui étaient organisées et en donna même quelques-unes, mais surtout il assura deux cours pour adultes : « Solfège et musique vocale » et « Science générale et philosophie des sciences », avant d’y ajouter un cours d’astronomie.

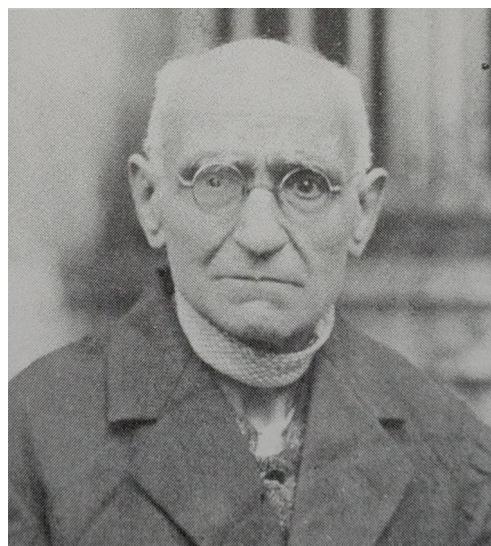
Dans la lignée et l’esprit des pédagogues du mouvement ouvrier, il fonda à Tours, en octobre 1913, sa propre revue éducative : *La Libération du prolétariat par l’éducation intégrale des travailleurs. Revue d’éducation mensuelle éditée par L’Intégrale, Société pour l’affranchisse-*

12 Compilation Daniel Schweitz.

13 Voir : Cooper-Richet Diana, Pluet-Despatin Jacqueline, *L’exercice du bonheur – ou comment Victor Coissac cultiva l’utopie entre les deux guerres dans sa communauté de l’Intégrale*, Seyssel, Champ Vallon, 1985 [BMT : TB 171] ; Mathieu Florian, *Usages politiques et populaires du savoir astronomique : entre science et utopies révolutionnaires (France, 1871-1939)*. Histoire, Philosophie et Sociologie des sciences. Université Paris-Saclay, 2022 [<https://theses.hal.science/tel-04059582v1>].

*ment graduel du prolétariat*¹⁴. Pour compléter son œuvre de propagande, il disposa d'une imprimerie¹⁵, grâce à laquelle il édita non seulement cette revue, mais également d'autres ouvrages de nature politique ou scientifique.

Coissac considérait que, si l'éducation du peuple est une condition nécessaire à son émancipation, cette dernière ne peut être menée correctement tant que subsistent les inégalités sociales et l'exploitation capitaliste. Assez peu convaincu par l'action parlementaire, il s'éloigna de la SFIO mais n'adhéra pas pour autant aux thèses révolutionnaires. En revanche, l'idéal coopératif lui apparut comme étant le meilleur moyen de transformer la société, grâce à de petits groupes de prolétaires librement associés, mettant en commun leurs ressources et partageant équitablement le travail. Groupes qui pourraient essaimer et rendre caduc le système d'exploitation capitaliste.



Victor Coissac, vers 1940
(Cooper-Richet, Pluet-Despatin, 1985)

Croissac s'intéressa alors aux théories fouriéristes et étudia attentivement les expériences communautaires du XIX^e siècle, mais aussi celles plus récentes menées par les anarchistes au début du XX^e siècle, afin de comprendre leurs échecs et ne pas les reproduire. Il en vint ainsi à élaborer sa propre théorie de transformation sociale, qui sera publiée à Tours en 1917 en pleine Première Guerre mondiale : *La Réalisation du bonheur par l'établissement graduel et pacifique du régime communiste ou la Rénovation sociale accomplie sans à-coups ni violences*.

S'appuyant sur de nombreux calculs et statistiques de productivité, Coissac estime qu'en suivant sa méthode, à partir d'un premier « îlot » de quelques dizaines de personnes disposant d'un capital de départ suffisant, la France entière pourrait devenir communiste en l'espace de quatre-vingts ans. Dans son ouvrage, il se montre soucieux de combattre tout ce qui peut faire obstacle à la réalisation du bonheur et se prononce pour « l'égalité absolue » entre les sexes. En 1922, l'instituteur prit sa retraite après avoir réussi à convaincre quelques camarades de la viabilité de son projet. Le petit groupe s'installa alors dans une ferme à Puch (Lot-et-Garonne) et ce fut le début de *L'Intégrale*, expérience communautaire qui devait durer quatorze ans.

14 Voir la première livraison conservée à la bibliothèque municipale de Tours [BMT : per TB 068].

15 33, rue de l'Hospitalité.

Elle se solda par un échec et Coissac, couvert de dettes, dut définitivement renoncer à ses rêves, quelques années avant la Seconde Guerre mondiale.

La bibliothèque municipale de Tours conserve plusieurs des publications de Victor Coissac, par exemple des livraisons du *Bulletin mensuel de l'Union populaire*, dont il était le « rédacteur-gérant », au 298 rue Victor-Hugo à Tours¹⁶. Ce bulletin tourangeau, tiré à 300 exemplaires en 1909, puis à 500 en 1911, aborde divers savoirs propres à assurer la libération des travailleurs par le savoir et la culture : philosophie, sciences, législation, économie sociale, etc. Diverses revendications sont abordées, concernant par exemple l'égalité entre les sexes, avec les articles des « camarades » Dorvau : « Le rôle de la femme dans l'histoire et dans la société » en 1909, et d'Armand : « L'émancipation de la femme » en 1911.

Gaston Delavière

Gaston, Émile Petit, dit *Delavière*, né le 11 novembre 1893 à Senlis (Oise), mort le 5 février 1952 à Tours (Indre-et-Loire), est un militant communiste, puis socialiste, et un syndicaliste mis en valeur par le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*¹⁷.

Fils d'un employé des PTT, Gaston Delavière fut employé à l'hôpital de Tours de juin 1918 à mars 1937. Il collabora très activement au *Réveil*, organe de la Fédération socialiste SFIO de 1920 à 1922, tant par des articles que par des poèmes. Il était également secrétaire adjoint du groupe Clarté de Tours. Délégué au congrès de Tours, en décembre 1920, il y fut un fervent partisan de l'adhésion du parti socialiste à l'Internationale communiste.

Après avoir joué un rôle très important dans la naissance de la Fédération communiste d'Indre-et-Loire, il commença à s'éloigner du parti communiste au cours de l'été 1922, et finit même par démissionner en janvier 1923. Il était en désaccord avec l'évolution politique du parti, estimant que les intellectuels auraient dû bénéficier d'une certaine indépendance en son sein. Franc-maçon, il cessa de fréquenter sa loge vers 1930. Il devint en 1923 secrétaire des *Amis de l'Outil et de la Plume*.

Secrétaire du groupe d'éducation populaire Lariche-Lamartine depuis 1922, c'est en 1924, sous le patronage d'Anatole France, qu'il créa l'Université populaire de Tours. La même année, il rejoignit le parti socialiste SFIO, entra au conseil d'administration fédéral et au comité de rédaction du *Réveil*. Delavière évolua ensuite vers la Fédération des socialistes chrétiens et mena une action pacifiste jusqu'aux accords de Munich, qui lui firent alors souhaiter la fermeté à l'égard d'Hitler.

Il resta membre du groupe socialiste Lariche-Lamartine au moins jusqu'au Front populaire, mais il milita surtout dans le syndicat confédéré du personnel hospitalier, dont il fut le secrétaire de 1930 à 1934.

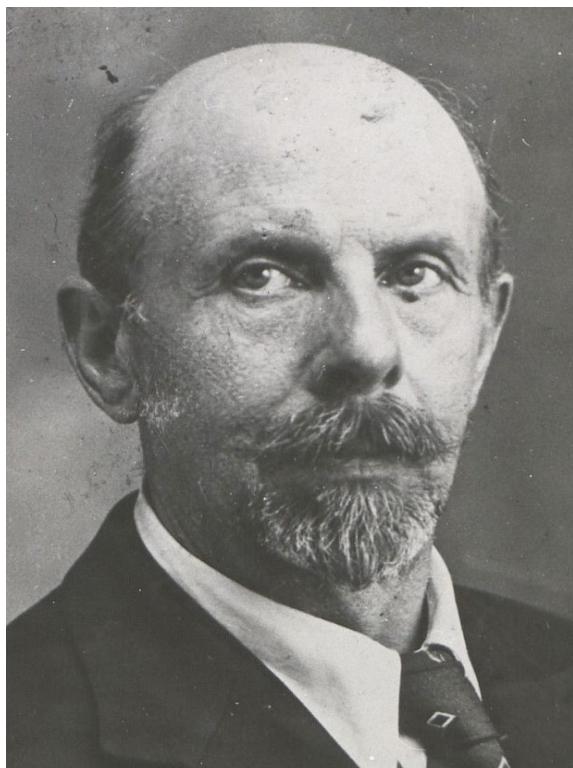
Il collabora également à *La Touraine syndicaliste*, organe des syndicats confédérés d'Indre-et-Loire de 1930 à 1935, à *Terre nouvelle*, revue des « chrétiens révolutionnaires », et à *La Patrie humaine*, hebdomadaire du « pacifisme intégral ».

16 La BMT possède les livraisons des années 1909-1911 : Per TB 067.

17 Voir la notice de Didier Senécal : <https://maitron.fr/delaviere-gaston-emile-petit-dit>.

Paul Racault

Paul Racault¹⁸, né le 27 mai 1881 à Bléré (Indre-et-Loire) et décédé le 23 octobre 1956 à Saint-Symphorien (Indre-et-Loire), est un instituteur, militant du mouvement coopératif et mutualiste, résistant et homme politique.



Paul Racault
(AMT - fonds J. Meunier : 5Z12N37).

Fils du directeur de l'école de Bléré (1878-1911), il effectua ses études à l'école normale de Loches, où il obtint son certificat d'enseignement. D'abord nommé instituteur à Bléré (1905-1911), il devint ensuite directeur d'école à Azay-le-Rideau, puis à Bléré et enfin, de 1927 à 1937, à Tours.

Paul Racault était très attaché à la défense d'une politique sociale visant à offrir à tous la possibilité de s'instruire. Il fonda ainsi une bibliothèque populaire à Azay-le-Rideau, puis développa à Bléré la société cantonale d'éducation populaire, dont son père avait été l'un des fondateurs en 1897. Dans ce cadre, il multiplia les initiatives : conférences, tournées cinématographiques, soirées théâtrales, arbres de Noël, cantines scolaires, nombreux cours d'adultes, bibliothèque circulante intercommunale, sorties champêtres d'enfants, de personnes âgées et d'anciens élèves. Plus tard, responsable des groupes scolaires Jean Macé, puis Ferdinand-Buisson, il contribua à organiser à l'Université populaire des causeries, des sorties éducatives, tout en développant la bibliothèque de l'association.

À Tours, en 1932, il fut l'un des fondateurs de la Fédération des œuvres laïques d'Indre-et-Loire, puis son secrétaire général jusqu'à sa mort en 1956, lui donnant un vaste rayonnement

18 Voir : [Collectif], *Paul Racault 1881-1956. Une vie active au service de l'Enseignement Public*, supplément au *Bulletin départemental de l'Enseignement primaire*, 1, 1957 ; <https://museedelaresistanceenligne.org/media6695-Paul-Racault-membre-du-Comit-directeur-de-Libration-Nord-dIndre-et-Loire#fiche-tab>
<https://www.ville-blere.fr/wp-content/uploads/2025/02/ville-blere-biographie-paul-racault.pdf>

et organisant notamment de nombreuses colonies de vacances pour les enfants défavorisés. De 1942 à 1944, le gouvernement de Vichy ayant suspendu l'activité de la Fédération, en étant régulièrement présent au siège de son Foyer, il le préserva de toute réquisition. Dès novembre 1944, il fut en mesure de faire revivre la Fédération.

L'Université populaire de Tours, dont il fut le président, a été créée sous son égide, afin d'apporter le goût de la culture aux jeunes après leur travail.

Paul Racault fut un très actif mutualiste, élu vice-président en 1920, puis président en 1930, de la Société de Secours mutuel des membres de l'enseignement public d'Indre-et-Loire.

En 1935, il créa et devint le président de la société Mutuelle-Accidents-Élève, future MAE, qui assura déjà 10 532 élèves en 1937 et plus de 50 000 en 1957, en groupant pratiquement toutes écoles du Département.

À partir de 1947, il va être président de la section départementale de la Mutuelle générale de l'Éducation nationale. À partir de 1940, il fut également vice-président de L'Œuvre d'entraide aux instituteurs et institutrices victimes de la guerre, dont le Comité directeur était présidé par Robert Vivier, inspecteur d'Académie. Il remplaça ce dernier à la présidence lorsqu'il fut contraint, par le régime de Vichy, de quitter ses fonctions.

Paul Racault, qui avait été mobilisé dans l'armée d'Orient lors de la Première Guerre mondiale, entra dans la Résistance dès 1941. Il prit une part active à la mise sur pied du mouvement Libération-Nord en Indre-et-Loire, avec ses amis Marcel Ballon et Marcel Nay, en 1942. À la demande de Jean Meunier, il entra en contact avec les personnalités pressenties par le Conseil national de la Résistance (CNR) et le général de Gaulle pour occuper des fonctions à la Libération. Il fut l'objet d'une perquisition par la Gestapo. En dépit de cette alerte, il devint membre du Comité départemental de Libération (CDL) clandestin dès sa fondation. Quand le mouvement Libération-Nord fut décimé par les arrestations, il déploya une grande activité pour retrouver les noyaux isolés. Il prit part à la création du journal *La Nouvelle République* clandestine, dont il trouva d'ailleurs le titre.

Membre du comité de Libération d'Indre-et-Loire, il devint adjoint au maire de Tours à partir du 1^{er} septembre 1944, et il se pencha avec beaucoup de compétence et d'opiniâtreté sur les problèmes économiques les plus ardus. Il fut sénateur socialiste d'[Indre-et-Loire](#) de décembre 1946 à novembre 1948.

Edmond Hypeau

Edmond, Henri Hypeau¹⁹, né le 16 mars 1896 à Sainte-Blandine (Deux-Sèvres), mort le 29 octobre 1931 à Tours (Indre-et-Loire), est un militant socialiste et élu du conseil municipal de Tours.

Mutilé de guerre, décoré de la Médaille militaire et de la Croix de guerre, il fut employé de bureau au centre d'appareillage des handicapés. En 1928, il fut secrétaire du groupe socialiste Rabelais à Tours et maire adjoint de Tours, après avoir été élu conseiller municipal en 1925. En octobre 1931, peu de jours avant sa mort, il fut élu conseiller d'arrondissement de Tours-sud. Il était l'époux de Germaine Tessier, cultivatrice.

Charles Ballon

19 Notice du Maitron patrimonial : <https://fusilles-40-44.maitron.fr/hypeau-edmond-henri> ; *Le Réveil*, 1925, 1928, 1931.

Charles, Edgar, Octave Ballon²⁰, né le 2 mai 1891 au Grand-Pressigny (Indre-et-Loire), mort le 27 février 1982 à Amboise (Indre-et-Loire), est un instituteur, syndicaliste et militant de la Ligue des Droits de l'Homme.

Il fit ses études à l'école primaire supérieure d'Amboise, puis à l'école normale d'instituteurs de Loches, promotion 1907-1910. En 1911, instituteur à Saint-Flovier, il adhéra au syndicat de l'enseignement dont il devint le secrétaire la même année. Il partit pour l'armée en 1912 et n'en revint qu'en 1919, date à laquelle il reprit ses responsabilités syndicales et adhéra au parti socialiste SFIO, qu'il quitta l'année suivante après avoir été partisan de l'adhésion à l'Internationale communiste.

Mobilisé, sergent secrétaire à l'état-major d'un régiment d'infanterie, il se maria, lors d'une permission, en juillet 1915 à Bossée (Indre-et-Loire) avec une institutrice. Le couple eut deux enfants.

Charles Ballon anima le syndicat de l'Enseignement pendant de très longues années, en tant qu'instituteur d'abord, puis en tant que directeur de l'école Paul-Bert à Tours de 1934 à 1946. Il milita également à la Ligue de l'enseignement, au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes avec Daniel Decourdemanche et Léopold Senghor, et surtout à la Ligue des droits de l'homme, dont il fut le secrétaire fédéral et qu'il représenta dans de nombreux meetings.

Ses positions unitaires le firent choisir en 1936 comme secrétaire du comité départemental du Rassemblement populaire. Il fut arrêté le 2 mars 1943 par les Allemands. À la Libération, il fut membre du conseil syndical où il représentait les retraités à partir de 1946, ainsi que membre de la section départementale du syndicat national des instituteurs. Il s'opposait souvent à la minorité cégétiste. Adversaire résolu de la nouvelle constitution, il intervint souvent dans des meetings en 1958 et fut candidat de l'Union des forces démocratiques aux élections sénatoriales en 1959.

Par la suite, président d'honneur de la section de Tours de la Ligue des droits de l'homme, il présida l'Université populaire de Tours²¹.

Paul Ardoïn

Paul, Alphonse Ardoïn²², né le 15 janvier 1897 à Saint-Gaudens (Haute-Garonne), mort le 25 mars 1992 à Tours, est un médecin oto-rhino-laryngologue, installé à Tours en 1935.

20 Notice de Daniel Sénéchal : <https://maiton.fr/ballon-charles-edgar-octave>.

21 Charles Ballon ne doit pas être confondu avec deux homonymes : Marcel Ballon (1896-1945), instituteur, militant syndicaliste (SNI) et socialiste d'Indre-et-Loire, résistant, mort en déportation ; ou son frère, Roger, Auguste, Félicien Ballon (1892-1945), également instituteur, lui aussi mort en déportation [<https://maiton.fr/ballon-roger-auguste-felicien>].

22 Aron Émile, « In Memoriam Paul Ardoïn (1897-1992) », *Mémoires de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Touraine*, 1992, p. 7-9 ; [Collectif], Académie des sciences, arts et belles-lettres de Touraine, *Dictionnaire des scientifiques de Touraine*, Tours, Presses universitaires François-Rabelais, 2017, p. 55-56.



Paul Ardoine
(*Dictionnaire des scientifiques de Touraine*, 2017)

Professeur suppléant à l'École de médecine de Tours en 1941, il fut le premier professeur titulaire de la chaire oto-rhino-laryngologie, créée par le professeur Émile Aron en 1957. Mais il fut également l'auteur de plusieurs publications portant sur l'histoire de la médecine avec des ouvrages sur Ambroise Paré, Georges Cuvier et André Vésale. Durant sa retraite, il consacra une dizaine de publications et de conférences aux poètes du XVI^e siècle, en relation avec le Centre d'études supérieures de la Renaissance.

Il compte au nombre des vingt-neuf premiers membres titulaires de l'Académie des sciences, arts et belles-lettres de Touraine en 1988, au côté d'Émile Aron, qui en fut le premier président. Sa prise de responsabilité à la tête de l'Université populaire de Tours illustre son souci de partager plus largement les savoirs, projet généreux qui avait motivé la création de cette association en 1924.